

***DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL
de la COMMUNE de SALINDRES
SEANCE DU 9 OCTOBRE 2025***

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de : Monsieur Etienne MALACHANNE, maire

MERLE -TRAUCHESSEC - LLINARES -FABREGUE- COURBIER-GIBELIN- BONNET
-SAEZ-DENNEULIN -SINET- POLGE- BOINON-BERARD DE MALAVAS - ROSSO

Procurations :

HLywa a donné procuration à E. MALACHANNE

DEBAILLE a donné procuration à E SINET

RIOS a donné procuration à JL GIBELIN

GUY a donné procuration à C FABREGUE

GAYTON.MESA a donné procuration à A POLGE

DANIEL a donné procuration à T. MERLE

Absentes :

VERDELHAN

WILUS

Monsieur FABREGUE Christian est élu secrétaire de séance

Objet de la délibération : Construction du futur collège- restitution des enquêtes publiques DUP et recours à l'expropriation.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et le Code de l'Environnement,

Vu la délibération d'approbation du PLU le 4 octobre 2017

Vu le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment l'article R.221-1 relatif à la saisine du juge de l'expropriation, ainsi que les articles R.311-4 et suivants relatifs à la fixation des indemnités,

Vu le Dossier d'enquête publique à la Déclaration d'Utilité Publique et l'enquête parcellaire constitués pour le projet

Vu le rapport et conclusions du commissaire enquêteur en date du 31 juillet 2025

Vu l'arrêté de cessibilité pris par Monsieur le Préfet du Gard le 13 août 2025,

Vu l'information adressée aux propriétaires par courriers en date des 14 et 29 août 2025,

Vu le refus des propriétaires d'accepter l'offre amiable formulée par la Commune de SALINDRES,

Considérant :

- que la Déclaration d'Utilité Publique du projet de construction du futur collège est intervenue,
- que l'arrêté de cessibilité permet désormais d'engager la procédure d'expropriation,
- qu'en l'absence d'accord amiable avec les propriétaires concernés, il convient de saisir le juge de l'expropriation conformément à l'article R.221-1 du Code de l'expropriation, afin que celui-ci prononce le transfert de propriété et fixe les indemnités,

Après en avoir délibéré

Il est proposé au Conseil Municipal :

- **D'autoriser Monsieur le Maire** à solliciter Monsieur le Préfet du Gard afin qu'il saisisse le juge de l'expropriation conformément à l'article R.221-1 du Code de l'expropriation,
- **D'habiliter Monsieur le Maire** à entreprendre toutes les démarches et formalités nécessaires à la poursuite de la procédure d'expropriation,
- **De charger Monsieur le Maire** de l'exécution de la présente délibération.

Adoptée à l'unanimité

Pour copie conforme
Le Maire, Etienne Malachanne



Je certifie le caractère exécutoire de la présente délibération
Fait à Salindres le 10.10.2025
Date de publication : 14.10.2025